

Débat public liaison Roissy – Picardie Réunion de synthèse à Gonesse du 30 juin 2010

Mesdames et Messieurs les élus,
Monsieur le Président de la Commission Particulière du débat public
Mesdames et Messieurs les représentants de RFF,
Chers concitoyens,

Après Amiens, Nogent-sur-Oise, Villiers-le-Bel, Fosses, Compiègne, Dammartin-en-Goële, Saint-Quentin, Tremblay en France et Beauvais, je suis heureux de vous accueillir à Gonesse pour cette première réunion de synthèse du débat public sur le projet de liaison Roissy – Picardie.

Je salue la présence de nos amis Picards qui ont fait le déplacement à Gonesse et je tiens à leur dire combien je comprends leur intérêt pour ce projet car s'il y a bien un sujet qui rassemble les élus, c'est bien notre attachement à l'amélioration continue des transports en commun pour les habitants de nos territoires.

Beaucoup de choses ont été dites et j'ai moi-même eu l'occasion de m'exprimer sur ce projet.

Je crois que le fait de tenir cette réunion de synthèse à Gonesse est en soi un symbole. Un symbole des grands projets pour le développement de l'Est du Val d'Oise pour lesquels nous nous battons depuis des années mais qui sont freinés, ralentis, retardés par trop d'inerties.

Je pense bien sûr au barreau ferroviaire de Gonesse que nous défendons depuis plus de 10 ans. Depuis plus de 10 ans nous expliquons que nos habitants ont un besoin vital d'un accès rapide au pôle d'emplois de Roissy – CDG. Nous ne pouvons pas continuer de subir les nuisances aéroportuaires et toutes ses conséquences sans que de réels efforts soient accomplis pour faire en sorte que notre territoire bénéficie au mieux de l'activité aéroportuaire. Tout le monde connaît la situation du chômage et de la précarité sur notre territoire, tout le monde sait l'urgence qu'il y a à agir pour qu'enfin plus de 15% de Valdoisiens trouvent un emploi sur la plateforme aéroportuaire.

Je pense bien sûr aussi au Triangle de Gonesse. 30 à 40.000 créations d'emplois, 250ha consacrés à l'activité économique, un projet majeur pour le développement de notre territoire que nous défendons depuis maintenant près de 20 ans. C'est bien sûr un projet qui ne pourra pas voir le jour sans la certitude que sera réalisé le barreau ferroviaire de Gonesse. Un projet dont on nous a longtemps expliqué qu'il était inopportun notamment parce que la desserte en transports en commun était insuffisante alors que dans le même temps la réalisation du barreau ferroviaire de Gonesse était jugée peu crédible justement car elle ne desservait pas une zone suffisamment dense et développée ! On tourne en rond.

Aujourd'hui, des porteurs de projets importants viennent nous voir. Ils ont besoin de garanties sur la desserte en transports en commun. Que dira-t-on à la Fédération Française de Tennis qui a un intérêt réel pour notre site pour installer Roland-Garros si le barreau ferroviaire de Gonesse prend encore du retard ? Que dira-t-on aux investisseurs qui frappent à notre porte si nous n'avons à leur proposer que des bus, même à haut niveau de service ? Va-t-on continuer à faire de la logistique où a-t-on de l'ambition pour notre territoire mais aussi pour l'attractivité internationale de l'Île-de-France ?

Enfin, je pense à l'occasion manquée qu'a été le projet de troisième aéroport à Chaulnes et qui concernait à la fois le Val d'Oise et la Picardie. Il y a bientôt 10 ans, le débat public, appelé « DUCSAI », avait permis de conduire à une prise de décision de la part du gouvernement de l'époque. Ce projet de complément d'infrastructure aéroportuaire à Chaulnes offrait une vraie réponse en termes de réduction des nuisances sonores mais aussi de développement économique et de desserte ferrée performante de Roissy pour la Picardie.

Je rappelle que si la décision a été prise par Lionel JOSPIN le 15 novembre 2001, c'est Gilles de ROBIEN, maire d'Amiens devenu ministre des Transports qui a balayé d'un revers de main et sans débat public dès sa nomination le projet de troisième aéroport à Chaulnes, sacrifiant peut-être ainsi les intérêts de la Picardie. Si ce projet n'avait pas été abandonné, nous ne serions pas encore ce soir en train d'en débattre.

Alors que dire aujourd'hui après tout ce temps perdu, que dire face aux urgences du territoire ?

Nous nous prenons à imaginer que ce dont nous débattons ce soir, ce n'est pas de la liaison Roissy – Picardie mais bel et bien de la réalisation effective du barreau ferroviaire de Gonesse.

Nous nous prenons à imaginer que le territoire et les habitants de l'Est du Val d'Oise sont au cœur des préoccupations, qu'ils sont la priorité et non plus la variable d'ajustement des grands projets de développement.

Mais aujourd'hui, ce débat est faussé, les calendriers ne sont pas en cohérence et la vision globale fait cruellement défaut. Comment demander à des élus de se prononcer sur un sujet, la liaison Roissy – Picardie, alors que l'objet de toutes leurs préoccupations depuis plus de 10 ans n'est pas à l'ordre du jour et qu'aucune garantie ne peut-être obtenue sur le barreau ferroviaire de Gonesse dans le cadre de ce débat public même si la dernière réunion au STIF le 17 juin a permis d'avancer dans la bonne direction ?

Dans ce contexte ma position et celle de la Ville de Gonesse est la suivante :

- Je partage et souhaite que soit respectée la motion adoptée par le Conseil d'administration de l'EPA Plaine de France du 8 juin et qui se conclut par une phrase ajoutée par le Président du Conseil régional Jean-Paul HUCHON : « En tout état de cause, il faut éviter que le débat public sur le barreau picard ne donne priorité à ce projet interrégional sur le projet régional du barreau ferroviaire de Gonesse qui doit impérativement être réalisé, notamment dans le cadre du plan Espoir – Banlieue et sur lequel l'Etat et la Région sont engagés à 50/50 ». Cela signifie clairement que, si la liaison Roissy – Picardie se réalise, elle ne doit en aucun cas remettre en cause le barreau ferroviaire de Gonesse.

- Dans la mesure où le barreau ferroviaire de Gonesse a été abondamment débattu dans le cadre du débat public sur la liaison Roissy – Picardie, qu'un double débat public est organisé à partir d'octobre sur le réseau automatique du Grand Paris et sur Arc Express qui concernera également notre territoire, dans la mesure où une large unanimité des élus est constatée sur le projet de barreau ferroviaire de Gonesse et qu'aucune opposition n'a été relevée à ce jour, je propose et je demande comme cela est possible que toutes les dispositions soient prises pour qu'un nouveau débat public (le quatrième !) ne soit pas décidé sur le barreau ferroviaire. Comme le prévoit la CNDP, une simple concertation confiée au maître d'ouvrage suffirait pour constater le large soutien au barreau ferroviaire de Gonesse.
- Je demande que le calendrier de réalisation du barreau ferroviaire de Gonesse dont la mise en service est prévue en 2017 et celui de sa préfiguration par des Bus à Haut Niveau de Service en 2013 soient revus en ce sens, précisés et validés définitivement.
- Je demande que la faisabilité du débranchement du barreau ferroviaire de Gonesse depuis le Nord soit réexaminée, qu'une étude approfondie soit menée afin d'apporter des arguments étayés au débat public qui dépasse les réponses *a priori* qui nous ont été fournies et dont nous avons tous pris connaissance.
- Je rappelle que le Val d'Oise et l'Est du département en particulier doivent prendre le train du Grand Paris et qu'une gare du réseau de métro automatique sur le Triangle de Gonesse est indispensable pour cela. Nous avons d'ores et déjà confirmation que cette gare sera incluse dans le document soumis au double débat public à partir du mois d'octobre.

Enfin pour conclure, je souhaite redire qu'à l'heure où les contraintes sont de plus en plus fortes sur les collectivités territoriales et les élus locaux, nous devons veiller à ce que la concurrence sur les territoires ne l'emporte pas et ne nuise pas au développement respectif des uns et des autres. Car nous souhaitons tous ici le développement de la Picardie comme celui de l'Est du Val d'Oise. La solidarité territoriale, à bien des égards insuffisante et mise à mal par certaines réformes, doit guider nos réflexions et nos projets, et en particulier lorsqu'il s'agit de grands projets d'infrastructures qui mobilisent l'argent public dont on connaît la rareté.